

Réduction de la pauvreté : garder le cap sur la réalisation des OMD

LE TRAVAIL DU PNUD en rapport avec les OMD porte sur la coordination des efforts mondiaux et locaux déployés pour mobiliser les gens par le biais du plaidoyer et de campagnes d'information sur le partage des stratégies optimales pour la réalisation des OMD, le suivi des progrès et la production de rapports, et sur l'appui fourni aux gouvernements pour adapter les OMD aux circonstances et aux défis locaux. En 2008, le PNUD a contribué à l'élaboration d'outils et d'analyses pour suivre les réalisations des OMD, notamment à **Madagascar**, en **Ouganda** et au **Pakistan** ; en outre, plusieurs pays ont à présent entamé la mise en œuvre de programmes nationaux pour les OMD, en particulier le **Ghana**, le **Malawi**, le **Niger**, l'**Ouganda**, le **Sénégal**, la **Tanzanie**, le **Togo** et la **Zambie**. En 2008 également, le PNUD a fait équipe avec les commissions régionales des Nations Unies et diverses organisations de la société civile (OSC) en Afrique, dans les États



Au Brésil, le PNUD œuvre avec le gouvernement pour offrir des possibilités d'emploi aux familles qui participent à un programme national de transferts de fonds conditionnels.

arabes et en Europe de l'Est pour former des responsables gouvernementaux et d'autres parties prenantes au suivi des OMD et à la fourniture de rapports sur leur réalisation. Ce travail a contribué par ailleurs à une évaluation générale de la qualité de l'information utilisée aux fins du suivi des OMD.

Le PNUD intervient auprès de la société civile à tous les niveaux pour promouvoir les OMD et appuyer les

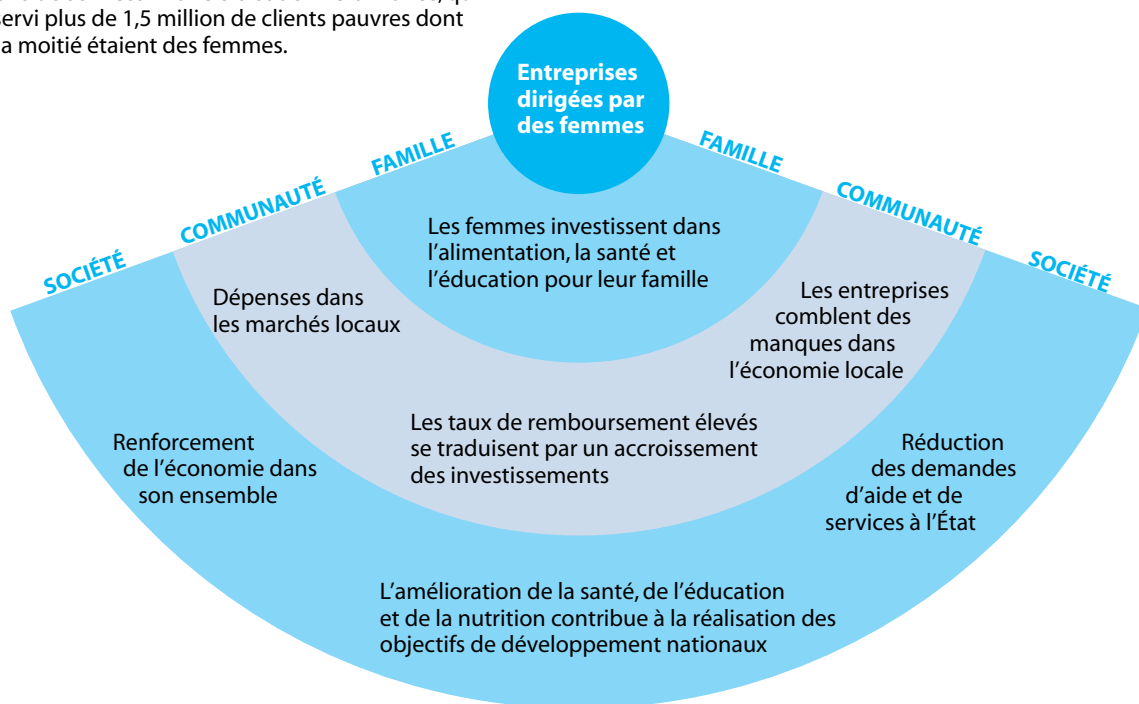
efforts déployés par les gens pour se bâtir une vie meilleure. Au **Niger**, il a fait équipe avec l'Agence néerlandaise de développement international et une OSC locale, le *Programme de lutte contre la pauvreté*, pour aider les autorités à adapter les OMD à l'échelon local. Les habitants de quatre départements du pays ont été informés sur les OMD dans leur langue locale, ce qui les a amenés à s'interroger sur les raisons des faibles taux de scolarisation dans le primaire dans leurs communautés. Un département a commencé à délivrer des certificats de naissance gratuits, document d'identité essentiel dont le coût prohibitif rendait la scolarisation de nombreux enfants impossible. Un autre département a construit une école primaire plus proche de la communauté desservie et plus facilement accessible pour celle-ci.

Au niveau des politiques, en janvier 2009, 10 membres ont été ajoutés au Comité consultatif de la société civile auprès de l'Administrateur, établi en 2000 en tant que mécanisme officiel de dialogue entre la société civile et la haute direction du PNUD. Outre son rôle stratégique, le Comité consultatif fait aussi fonction de caisse de résonance pour informer les décisions de la haute direction du PNUD sur les grandes questions de politique et de programmation. Tandis que la communauté internationale s'efforce de relever les multiples défis en matière de gouvernance et de parer aux graves menaces issues de la crise financière qui affectent la réalisation des OMD et les programmes d'aide, il est plus important que jamais que le PNUD intervienne activement auprès de ses partenaires et alliés, parmi lesquels la société civile figure dans toute sa diversité, et qu'ils œuvrent ensemble à l'adoption de solutions novatrices.

Au niveau mondial, le PNUD a appuyé le Groupe de direction pour l'Afrique sur les OMD, du Secrétaire général Ban Ki-moon. Le Secrétaire général a souligné le fait que l'on ne saurait laisser la crise financière détourner l'attention des initiatives de lutte contre les injustices les plus fondamentales de notre monde, reflétées dans les OMD. En tant que secrétariat du Groupe de direction, le PNUD a joué un rôle de premier plan et a contribué à la conclusion d'un accord entre toutes les grandes organisations internationales membres, sur la façon dont les pays africains peuvent relever leurs défis actuels et combler les écarts en matière de réalisation des OMD. Cet accord propose des actions concrètes et pratiques et lance notamment un appel en faveur de gros investissements dans l'agriculture, l'éducation, la santé et l'infrastructure ; en juillet 2008, l'Union africaine a fait siennes les recommandations du Groupe de direction. Avec le Département des affaires économiques et sociales (DAES) des Nations Unies, le PNUD a coordonné en 2008 les activités du Groupe de direction sur le retard pris dans la réalisation des OMD ; il s'est notamment attaché à sensibiliser les parties prenantes aux lacunes et a énoncé les mesures

LES PRÊTS OCTROYÉS AUX FEMMES BÉNÉFICIENT À L'ENSEMBLE DE LA SOCIÉTÉ

En 2008, le FENU, administré par le PNUD, a soutenu des institutions de services financiers et de microfinance, qui ont desservi plus de 1,5 million de clients pauvres dont plus de la moitié étaient des femmes.



Source : Banque mondiale
Illustration : Pamela Geismar

nécessaires pour les combler dans un rapport complet précisant ce que les partenaires au développement devaient faire pour atteindre l'OMD 8. Ce rapport signale en particulier les importantes lacunes que présentent encore les engagements mondiaux dans les domaines de l'aide, du commerce, de l'allègement de la dette et de l'accès aux technologies nouvelles et aux médicaments essentiels d'un coût abordable. Le PNUD a également organisé une série d'événements parallèles en marge de la Réunion de haut niveau sur les OMD de septembre 2008, à laquelle les dirigeants mondiaux ont pris part pour examiner les progrès accomplis en vue de la réalisation des OMD et pour prendre des engagements concrets concernant les actions à entreprendre et les ressources à allouer pour combler les manques. Grâce à l'événement consacré à l'initiative du PNUD dite « *Business Call to Action* », conçue pour sensibiliser la communauté mondiale des affaires aux OMD et pour inciter les entreprises à mettre leurs activités principales au service du développement durable tout en visant à leur réussite commerciale, trois nouvelles entreprises ont adhéré à cette initiative.

La lutte contre la pauvreté se situe au cœur même du rôle du PNUD en tant que réseau mondial de développement des Nations Unies. Nombre de programmes de réduction de la pauvreté mis en œuvre par le PNUD constituent des réponses directes aux besoins identifiés par les communautés desservies. En **Arménie**, le PNUD a œuvré en étroite coopération avec le village de Lusadzor pour

procéder à une planification participative à base locale et à des évaluations des besoins qui ont abouti à la formulation d'un plan de développement intégré ; il s'attache à présent à assurer l'application de ce plan dans l'une des régions les plus défavorisées du pays. Les villageois ont défini toute une gamme de besoins de développement, depuis la création de possibilités de génération de revenus, par exemple par l'élevage animalier et la production de fruits, jusqu'à la restauration de l'infrastructure socioéconomique. En l'espace d'un an, des réseaux d'alimentation en gaz naturel et en eau potable ont été établis, un système d'irrigation a été reconstruit, ce qui accroîtra les rendements agricoles, et 52 hectares de terres arables communautaires non exploitées ont été mises en valeur. En **Équateur**, avec l'appui du Gouvernement canadien et en coopération avec une OCS, le *Fondo Ecuatoriano de Cooperación para el Desarrollo*, le PNUD fournit un appui aux agriculteurs qui souffrent des répercussions des conflits en Colombie voisine, et les aide à identifier, à planifier et à gérer avec succès des chaînes de production génératrices de revenus qui sont environnementalement durables et économiquement rationnelles. En 2008, dans six provinces frontalières du nord du pays, 18 000 ménages dont 5 400 ayant une femme pour chef de famille sont parvenus à augmenter leurs revenus de près d'un tiers grâce à cette initiative.

Les pays ont particulièrement besoin aujourd'hui de mécanismes de sécurité sociaux, du fait de la crise économique et financière qui continue de s'étendre,

réduisant les influx de capitaux et menaçant l'emploi et la sécurité de millions de membres des classes pauvres et moyennes inférieures du monde. En partenariat avec le Gouvernement de **la Serbie**, le PNUD administre le Fonds social d'innovation, mécanisme de sécurité des plus efficaces qui est axé sur les populations les plus vulnérables. À l'instar des autres pays de la région, la Serbie a assisté à une érosion des mécanismes de sécurité de l'État sous l'effet du ralentissement de la croissance économique. Au cours des sept dernières années, l'infrastructure des services sociaux a été améliorée grâce à 250 nouveaux projets et services et à la formation de 500 travailleurs sociaux. Une analyse récente révèle que 86 % des services financés grâce aux 9 millions de dollars du Fonds social d'innovation ont été pérennisés et inclus dans le réseau de fourniture de services de l'État. Par ailleurs à la fin 2008, chose peut-être plus importante encore, le gouvernement

central a réaffirmé sa volonté d'assurer l'accès gratuit aux programmes sociaux vitaux tels que les soins à domicile, les garderies d'enfants et l'éducation ciblant les Roms, et des centres de conseils ont été intégrés dans le cadre de la réforme sociale générale du pays.

L'importance de la microfinance dans la lutte contre la pauvreté est reconnue et amplement documentée. Ce qui est moins connu, bien que d'importance potentiellement égale, est la forte demande de possibilités d'épargne provenant des familles pauvres ainsi que des petites entreprises et des microentreprises des pays en développement. De nombreux ménages pauvres sont en fait des épargnants nets qui recherchent des options de dépôt pratiques et sûres ; en outre, les fonds ainsi déposés peuvent servir à financer des activités de microcrédit. En 2008, le Fonds d'équipement des Nations Unies (FENU) administré par le PNUD a apporté son concours à 40 institutions

ENTREPRENDRE AU BÉNÉFICE DE TOUS

Le rapport du PNUD intitulé *Les entreprises face aux défis de la pauvreté : des stratégies gagnantes* est une nouvelle publication novatrice qui puise dans 50 études de cas spécialement commanditées et réalisées par un réseau de 18 chercheurs de pays en développement. Ces études, qui portent sur une large gamme de régions, de secteurs et de types d'entreprises, analysent les contraintes auxquelles se heurtent les modèles d'entreprise inclusifs, modèles financièrement durables qui font une place aux pauvres du côté de la demande, en tant que clients, et du côté de l'offre en tant qu'employés, producteurs et entrepreneurs ; elles envisagent également les solutions à appliquer pour lever ces contraintes. Des millions d'entrepreneurs de par le monde ont identifié des marchés et, forts de leurs innovations et de leur énergie, en ont tiré parti pour réaliser des bénéfices. Ils gèrent des entreprises autonomes et profitables qui appuient également les communautés où celles-ci sont implantées, souvent en partenariat avec le gouvernement et la société civile. Ces entreprises permettent aux gens de mieux participer aux activités des marchés. Les histoires de ces innovateurs telles que celles qui suivent forment la base du rapport :

En **Inde**, Bindheshwar Pathak propose des systèmes d'assainissement propres et peu coûteux à 1,2 million de ménages et exploite 6 500 toilettes publiques payantes. Son organisation, Sulabh, a libéré plus de 60 000 personnes, en majorité des femmes et des filles, d'une

existence de ramasseuses de déchets, et a permis par la même occasion de dégager un excédent économique de 5 millions de dollars en 2005.

Au **Kenya**, à Kibera, Dora Nyanja est une infirmière qui gère en franchise un dispensaire du Bien-être de l'enfant et de la famille (CFW) pour fournir des soins de santé de meilleure qualité et à moindre coût aux habitants des taudis. Rien qu'en 2006, les 66 magasins et dispensaires du CFW ont desservi près de 400 000 patients économiquement faibles, contribuant ainsi à la réalisation de l'OMD 6 qui est d'enrayer la propagation du VIH/sida, du paludisme et d'autres maladies ainsi que d'inverser la tendance actuelle.

Le rapport, lancé dans 38 pays de toutes les régions du monde depuis sa parution en juillet 2008, est la principale publication de l'initiative du PNUD « Entreprendre au bénéfice de tous ». Il s'agit d'un nouvel effort collectif mené en partenariat avec une coalition de plus de 20 institutions du secteur privé et du secteur du développement. Le PNUD considère que l'une des plus grandes ressources inexploitées à utiliser pour réaliser les OMD d'ici 2015 est le secteur privé. Cette initiative est conçue pour apporter une contribution substantielle aux stratégies commerciales et au développement humain et pour diffuser des outils de recherche et des pratiques optimales.



Dans le village du Millénaire de Mayange (Rwanda), dans le premier cybercafé établi dans le cadre de l'initiative Unité d'action des Nations Unies, une lycéenne fait des recherches pour un projet de classe.

de microfinances et fournisseurs de services financiers qui ont desservi 1,5 million de clients pauvres, plus de la moitié étant des femmes, dans 20 pays les moins avancés (PMA). L'année 2008 a également vu la culmination des travaux du Groupe de conseillers des Nations Unies pour l'ouverture du secteur financier. Établi en 2006 par le FENU, le PNUD et le DAES, ce groupe a mené des efforts de plaidoyer de haut niveau en faveur de l'inclusion financière de par le monde. Il a produit des messages clés ainsi que des recommandations, avalisées en décembre 2008 par le Secrétaire général, à l'intention des gouvernements, des organismes de réglementation, des partenaires au développement et du secteur privé, visant à faire en sorte que les ménages et les microentrepreneurs pauvres aient accès à une large gamme de produits et de services financiers.

En **Argentine**, en collaboration avec six organisations d'aide sociale des provinces septentrionales de Chaco, Formosa, Misiones et Tucuman, le PNUD a coordonné l'élaboration d'un modèle de gestion de la microfinance conçu pour lutter contre la pauvreté. Cet effort s'inscrivait dans le droit fil d'une loi de 2006 en faveur de

l'octroi de microcrédit aux pauvres. À la fin 2008, plus de 3 500 microentrepreneurs avaient bénéficié de 11 000 microprêts grâce à cette initiative, 70 % des bénéficiaires étant des femmes et la moitié d'elles chefs de famille. En l'espace d'un an après l'octroi de leur premier prêt, les bénéficiaires avaient, en moyenne, doublé leurs revenus. Le taux de prêts non performants a légèrement dépassé 1 % et les fonds remboursés ont été réalloués plus de cinq fois à d'autres emprunteurs. Le programme est actuellement reproduit dans cinq autres provinces.

Une part importante du travail du PNUD en faveur des pauvres consiste à renforcer les capacités des gens et des institutions, ce qui se traduit par l'obtention de résultats durables à long terme. Cela exige toutefois de formuler un plan stratégique pour déterminer les ressources techniques, financières et institutionnelles requises pour transformer une réussite ponctuelle en une pratique quotidienne. Au cours de la décennie écoulée, grâce à la coopération de diverses institutions internationales, des progrès appréciables ont été réalisés en **Bosnie-Herzégovine** en matière de gestion du retour et de la réinsertion des réfugiés dans leurs foyers et leurs communautés. Mais l'aide octroyée à ces fins connaît actuellement un certain fléchissement et avec 40 000 familles rentrant au pays, les institutions du gouvernement central et les administrations locales doivent intensifier leurs efforts de formulation de politiques et de coordination,

FENU : RENFORCER LA PROTECTION SOCIALE EN TEMPS DE CRISE

Le **Fonds d'équipement des Nations Unies (FENU)** soutient les pays les moins avancés (PMA) au moyen de programmes de développement local, par le biais desquels il octroie des subventions aux administrations locales selon les priorités établies par les bénéficiaires eux-mêmes. Le FENU facilite ce processus au moyen d'activités de renforcement des capacités et d'assistance technique. Compte tenu des enseignements tirés au niveau local, il fournit au gouvernement des conseils de politique fondés sur la réalité du terrain et contribue de la sorte à la réforme de tout le système de gouvernement local et des lois correspondantes.

En riposte aux difficultés actuelles de la conjoncture financière, avec ses partenaires locaux et nationaux, le FENU a appliqué des mesures novatrices faisant usage des programmes de développement locaux en tant que plates-formes pour concevoir des systèmes de protection sociale au niveau des administrations locales. Au **Népal**, dans le cadre d'un programme de l'État pour la gouvernance locale et le développement communautaire, le FENU a mis en œuvre à titre pilote des activités de transferts de fonds conditionnels aux familles pauvres, le processus étant géré par les comités de développement villageois, qui sont l'instance administrative locale la plus basse. En **RDP lao**, dans le cadre d'un programme conjoint plus général avec le PNUD, le FENU explore les options de mise en œuvre à titre pilote de programmes de filets de sécurité gérés par les

districts, tels que l'assistance-travail et les transferts de fonds conditionnels. Au **Rwanda**, le projet conjoint du FENU et du PNUD intitulé *Projet d'appui au développement communautaire de Gicumbi et Rulindo* apporte son concours à un programme gouvernemental qui s'attache à accroître le rôle des districts et des secteurs dans le suivi et l'administration d'un programme de transfert de fonds ciblant les familles les plus pauvres.

Le FENU fournit également des appuis aux administrations locales pour la gestion des ressources naturelles, par exemple, en équilibrant l'offre et la demande de ressources naturelles rares de manière qui réponde aux besoins des communautés tout en assurant la disponibilité des ressources dans le long terme. S'agissant du développement économique local, les programmes du FENU contribuent à instaurer un environnement porteur par des investissements efficaces dans l'infrastructure économique, en appuyant l'amélioration des dispositifs de réglementation et en promouvant la disponibilité de services de développement des entreprises sensibles aux besoins ainsi que l'inclusivité du secteur financier. Ces programmes constituent également des plates-formes utiles pour renforcer les capacités et pour acheminer les investissements en faveur de l'adaptation aux changements climatiques au niveau des administrations locales.

de manière à élaborer une stratégie de retour au pays efficace ainsi que pour assurer la disponibilité de savoir-faire et de ressources pour le développement à long terme du pays. Au cours des cinq dernières années, en coopération avec la Commission européenne, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et diverses instances gouvernementales et municipales, le PNUD s'est employé à mettre en place des systèmes et des procédures de retour durables, conformes aux normes d'efficacité de l'aide internationale, telles que celles de la Déclaration de Paris. Au niveau local, près de 1 500 maisons particulières ont été reconstruites, une priorité spéciale étant accordée aux bénéficiaires transfrontaliers et minoritaires, et 51 projets techniques d'infrastructure, notamment de construction de routes, de réseaux d'alimentation en eau et en électricité et de systèmes de gestion des déchets solides, ont été menés à bien.

Le développement humain est impossible sans prise en considération du rôle des femmes. La pauvreté touche souvent le plus durement les femmes et les ménages ayant

une femme à leur tête, celles-ci disposant de moins de possibilités économiques et politiques que les hommes pour améliorer leur bien-être et celui de leur famille. Au **Pakistan**, en partenariat avec des sociétés alimentaires, le PNUD a formulé un programme novateur de trois ans conçu pour renforcer le rôle des femmes rurales dans le secteur de l'élevage animalier et des produits laitiers, en réponse directe aux besoins exprimés par le gouvernement. Des travailleuses agricoles, sélectionnées dans les communautés où elles sont employées, suivent une formation pratique à la gestion de la santé du bétail et se voient remettre des trousseaux contenant des instruments de médecine vétérinaire, des médicaments et des vaccins. Elles retournent alors dans leurs communautés respectives où elles peuvent fournir aux pauvres ruraux des services de santé vétérinaire essentiels. Ces femmes, qui bien souvent ne disposaient pas de revenus avant de participer au programme, gagnent à présent environ 37 dollars par mois, ce qui accroît le revenu et la sécurité alimentaire de leur famille. Elles sont encouragées à contracter des

microemprunts pour lancer des petites entreprises. À la fin 2008, près de 75 000 ménages avaient bénéficié directement de ce programme, 2 900 femmes avaient suivi les cours de formation à l'élevage animalier et plus de 2 000 d'entre elles sont aujourd'hui établies à leur compte.

Partenaire de confiance du développement et coparrain du Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida, le PNUD s'est vu confier pour mandat spécial de placer le VIH/sida au centre des stratégies nationales de développement et de réduction de la pauvreté. Au Tchad, il finance une initiative gouvernementale ciblant les populations rurales, dont la plupart perçoivent encore le VIH/sida comme un problème urbain. Cette initiative

comporte des actions de sensibilisation, de prévention et de plaidoyer pour faire face à la maladie. Dans le cadre de l'une des activités menées en milieu rural en 2008, près de 8 000 dirigeants religieux et responsables villageois ont participé à des conversations communautaires sur le VIH/sida. Chacun d'eux s'est ensuite chargé de transmettre les informations qui lui avaient été communiquées à au moins six personnes de sa communauté, atteignant ainsi un total d'au moins 46 000 personnes.



En Égypte, le PNUD a appuyé, principalement dans les régions urbaines défavorisées, un projet visant à aider les microentrepreneurs à lancer, gérer et développer des entreprises génératrices de revenus. Le projet est auto-suffisant depuis 2007.